

LES PAYS D'AMÉRIQUE DU SUD ET DE LA CARAÏBE À COSTA DE SAULPE (BRÉSIL)

«CRÉER UN MODÈLE FONDÉ SUR LA SOLIDARITÉ»

À l'invitation du Brésil, 33 pays d'Amérique du Sud et de la Caraïbe se sont réunis les 16 et 17 décembre à Costa de Saulpe, une station balnéaire brésilienne située près de Salvador de Bahia.

Il s'agit du 1^{er} sommet d'une organisation des États d'Amérique du Sud et de la Caraïbe qui pourrait être le fruit, selon le souhait émis par Hugo Chavez le président vénézuélien d'une «stratégie d'intégration face à l'actuel ordre capitaliste».

CETTE réunion coïncidait avec le 178^{ème} anniversaire de la mort de Simon Bolivar qui, au début du XIX^e siècle, organisa la lutte de libération du Vénézuéla et des régions andines contre la colonisation espagnole et qui milita pour une confédération des États d'Amérique du Sud. Un buste de Bolivar a d'ailleurs été offert par H. Chavez à la ville de Salvador de Bahia, à cette occasion, comme un symbole pour affirmer l'unité du continent sud américain.

En dépit des difficultés qui ont surgi contre cette unité : efforts des États-Unis pour contourner le refus de la zone de libre échange des Amériques proposé par Clinton et repris par G.W. Bush, de créer des traités de libre échange aux différents pays, querelles graves proches de guerres entre certains pays (Colombie contre l'Équateur et le Vénézuéla), conflit économique entre l'Argentine et l'Uruguay et surtout différences entre pays de régimes progressistes et révolutionnaires et pays de gauche modérée et pays de droite, l'unité qui semblait improbable s'est manifestée.

Pour la première fois, ces pays se réunissent sans la présence, sans la tutelle des États-Unis ou à un moindre degré de l'Espagne (sommet ibéro-américain) et ont manifesté clairement leur désir d'émancipation. Comme pour affirmer selon le président cubain Raul Castro que le continent sud-américain allait remplacer «un modèle d'intégration fondé sur la mondialisation par un modèle fondé sur la solidarité».

La crise économique mondiale et la récession économique aux États-Unis a accéléré un processus d'unification qui depuis le début des années 2000 avait peine à s'engager.

Les étapes de l'intégration

Pendant tout le XX^e siècle, les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont été dominés par les États-Unis qui considéraient ces pays comme leur pré-carré. Exemple de cette domination, l'OEA (organisation des États d'Amérique) regroupait tous les États américains sauf Cuba qui avait été exclue en 1962.

Des organisations régionales se sont créées dans le dernier tiers du XX^e siècle, forums politiques ou parfois de coordination économique : la CARICOH (communauté des Caraïbes) fondé en 1974, le CAN (Communauté andine) créée



Lula et Raul Castro.

en 1989, le groupe de Rio créé en 1986 et le MERCOSUR (Marché commun du sud de l'Amérique) créé en 2004.

Avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements révolutionnaires (Vénézuéla, Bolivie, Équateur) et de gouvernements de gauche modérée mais à gauche de la social-démocratie, ces organisations ont eu un rôle plus actif. Ainsi le groupe de Rio a pu aider à surmonter la crise survenue entre la Colombie, l'Équateur et le Vénézuéla à la suite de l'assassinat du dirigeant des FARC, P. Reyes.

Trois organisations peuvent être considérées comme des étapes au processus d'intégration : l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques) en 2004, la Banque du Sud créée en décembre 2007, une idée d'H. Chavez reprise par le président du Brésil Lula (les membres en sont le Brésil, l'Argentine, le Vénézuéla, la Bolivie et le Paraguay) et l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) sur l'initiative du Brésil.

L'ALBA créée à l'initiative du Vénézuéla et de Cuba qui regroupe actuellement six pays (Vénézuéla, Cuba, Équateur, Bolivie, Nicaragua, La Dominique) est une organisation entre pays solidaires sur le plan économique, politique et culturel.

La banque du sud vise à libérer les pays d'Amérique latine du FMI de la banque mondiale et de la BID (banque interaméricaine de développement), organismes contrôlés par les États-Unis et les occidentaux qui ont imposé en Amérique latine et aux Caraïbes le «consensus de Washington», une politique ultralibérale responsable des pri-

ventions, de l'austérité budgétaire et de la misère sociale. Contrairement au FMI et à la banque mondiale où le poids des pays est proportionnel aux quotas qu'ils représentent (en fonction des capitaux apportés), chaque pays est représenté de manière égalitaire. La banque du sud se veut une banque d'investissement surtout pour les secteurs publics afin d'aider au développement.

Pour Evo Morales, «cette banque doit être un premier pas vers la création d'une monnaie propre à l'Amérique du sud. Une espérance nait pour nos pays avec la banque du sud».

Il est clair qu'avec la Banque du sud, les pays d'Amérique latine cherchent à se dégager de l'emprise du dollar.

Déjà au sein du MERCOSUR, les échanges entre l'Argentine et le Brésil se font en monnaie du pays et non en dollars.

De même quatre pays d'Amérique centrale dont le Nicaragua et le Honduras, membres de l'ALBA ont décidé d'adopter une monnaie commune.

Le siège de la banque du sud est à Caracas avec deux agences à la Paz et Buenos Aires.

L'UNASUR est à la fois un projet politique et économique (la banque du sud peut être son instrument) préfigurant la future unité de l'Amérique latine et de la Caraïbe.

Les décisions de la réunion

À Costa de Saulpe, il y avait en réalité non pas un sommet mais quatre. Outre le 1^{er} sommet convoqué par Lula, se tenaient aussi les réunions du MERCOSUR, du groupe de Rio et de l'UNASUR. Il

n'y a pas eu fusion entre ces trois organisations mais collaboration. Les 33 pays réunis en Brésil ont adopté une déclaration finale qui contient les principes de ce que serait la future organisation.

- Les participants ont exprimé leur volonté de défendre la souveraineté et le droit de tout État à construire son propre système sans menace, sans agression ni mesure de coercition unilatérale.

- ils demandent un ordre international plus juste, plus équitable, le renforcement du multilatéralisme et insistent sur la nécessité d'une réforme de l'ONU qui garantisse la représentativité et la démocratisation de ses organes principaux notamment du Conseil de sécurité.

- ils soulignent l'urgence des efforts de coopération, de complémentarité et d'intégration régionale dans le secteur de l'énergie face aux grands déséquilibres entre l'offre et la demande.

- ils proposent le développement du dialogue international avec la participation active des pays en voie de développement afin de construire une nouvelle architecture financière.

Cette déclaration est une réponse à la réunion du G20 qui ne visait qu'à sauver le système financier international sous domination occidentale moyennant quelques réglementations.

Face à la crise, les participants avaient dénoncé la responsabilité des pays développés estimant qu'il leur appartenait d'assurer le coût de la solution à la crise. Et dans ces conditions, l'alliance des 33 pays est ressentie comme une nécessité pour résister aux impacts économiques de la crise.

L'intégration de Cuba

Le fait historique de ce 1^{er} sommet est l'intégration de Cuba dans les organisations d'Amérique latine. Lors de la réunion accueillant Raul Castro dont c'était le 1^{er} voyage à l'étranger en tant que président du conseil de Cuba, Lula a déclaré : «Toutes les organisations latino américaines, MERCOSUR, CAN, CARICOM et SICA (système d'intégration de l'Amérique centrale) accueillant Cuba à bras ouverts». L'intégration de Cuba s'est réalisée au cours de ces deux derniers mois.

Le 13 novembre 2008 à Zacatecas (Mexique), réunion du groupe de Rio, Cuba est devenue le 23^{ème} pays membre de cette organisation.

F. Calderon, le président du Mexique a déclaré à l'ouverture de la réunion. «Nous souhaitons la

bienvenue à Cuba au groupe de Rio. Nous sommes convaincus que sa participation renforcera ce forum». Belle revanche sur l'exclusion de 1962 de l'OEA et qui révèle la profondeur des changements intervenus en Amérique latine.

Le 5 décembre 2008, le SICA accueillait à son tour Cuba.

Le 9 décembre, la CARCOM tenait sa réunion à la Havane, Cuba en étant devenue membre.

Enfin, les 16 et 17 décembre, Raul Castro participait au 1^{er} sommet de ce qui pouvait devenir la confédération des pays d'Amérique latine et Caraïbe (proposition du Mexique), ainsi qu'en tant qu'observateur au 36^{ème} sommet du MERCOSUR.

Les 33 pays ont adopté une déclaration sur «la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier par le gouvernement des États-Unis à Cuba, y compris sur l'application de la loi Helms Buiton.»

Ce 1^{er} sommet répondait aux vœux et aux efforts déployés pour le Vénézuéla, le Brésil et Cuba.

Au cours de la réunion, Raul Castro a déclaré : «Ceux qui veulent continuer avec les difficultés du passé, nous respecterons leur choix. Il nous faut nous habituer à vivre dans le pluralisme. Qu'un communiste cubain parle ainsi peut vous paraître étrange mais je sais en quoi consiste la fausse unanimité».

Au cours de ces quatre jours, Raul Castro a pu exprimé les positions sur la politique internationale de Cuba : à Caracas où il a souligné la fraternité entre le Vénézuéla et Cuba, à Costa de Saulpe au sommet puis à Brasilia où il était l'invité de Cuba.

À Brasilia, il a célébré l'amitié entre Cuba et le Brésil : «Les liens fraternels entre Cuba et le Brésil ont continué de se consolider au fil des ans, enrichis par une identité culturelle née de nos racines». Au sujet du blocus imposé par les États-Unis, Raul Castro a déclaré : «Le président des États-Unis a déclaré au cours de sa campagne électorale qu'il adoucirait le blocus mais qu'il le maintiendrait. Voilà la politique de la carotte et du bâton».

Toutefois Raul Castro a proposé de rencontrer Barak Obama sans condition et sur un pied d'égalité.

Sur le blocus, comme sur les autres questions, les 33 pays participant au sommet attendent les propositions de Barak Obama.

Ce dernier a déjà affirmé qu'il voulait rétablir le leadership des États-Unis. Il ne semble pas que cela soit le souhait des participants.